Royaume du Maroc

Rapport annuel 2007

www.ompic.ma

Sommaire

R a p p o r t A n n u e l 2 0 0 7

Rétrospectives de l'année 2007	4
I. Brevets d'invention	6
1. Résultats de l'année	
2. Analyse	
3. Opérations postérieures	
4. Brevets d'origine marocaine	
II. Marques de fabrique ou de commerce	10
1. Résultats de l'année	
2. Analyse	
3. Oppositions	
4. Opérations postérieures	
5. Marques nationales	
6. Marques internationales	
III. Dessins et Modèles industriels	17
1. Résultats de l'année	
2. Analyse	
3. Opérations postérieures	
4. Dessins et modèles industriels nationaux	
IV. Dénominations et enseignes commerciales	21
1. Résultats de l'année	
2. Analyse	

V. Création d'entreprises	26
1. Résultats de l'année	
2. Analyse	
VII. Services d'information	28
1. Propriété industrielle	
2. Registre de commerce	
VI. Réalisations financières	30
1. Evolution des recettes	
2. Evolution des charges	
VI. Activités de mise en œuvre du plan de développement	33
1. Environnement juridique	
2. Innovation et Veille technologique	
3. Système d'information	
4. Marketing et communication	
5. Organisation et ressources	

Rétrospectives de l'année 2007

L'année 2007 est une étape de mi-parcours dans la réalisation des objectifs de la vision stratégique de la propriété industrielle et commerciale à l'horizon de 2010. Les résultats obtenus en cours de cette année, offrent une bonne évaluation du plan de développement 2005-2007 et permettent d'effectuer les réglages nécessaires dans le cadre du plan de développement 2008-2010, en vue d'atteindre les objectifs tracés par la vision 2010 à savoir intégrer la propriété industrielle et commerciale dans la stratégie de développement de l'entreprise nationale dans le cadre d'une économie compétitive basée sur l'innovation et la créativité.

Ainsi, les principales réalisations au titre de l'année 2007 concernent :

- le nombre de dépôts de brevets d'invention a connu un record pour la deuxième année consécutive avec 932 dépôts (910 dépôts en 2006). Toutefois, ce nombre est principalement dû au dépôt de brevets d'invention d'origine étrangère (84%), notamment les entrées en phase nationale de brevets PCT (dépôts dans le cadre du traité de coopération en matière de brevets). Le nombre de brevets déposés par les nationaux, notamment, les entreprises nationales (41 dépôts) reste faible, et ce malgré les efforts de sensibilisation et les actions de proximité entreprises par l'Office au cours de ces dernières années.

- Le système d'opposition et les mesures aux frontières en matière des marques ont connu

un succès remarquable une année après leur mises en place. En effet, en 2007, 558 oppositions ont été formulées auprès de l'OMPIC (+90%) par rapport à 2006 et 150 demandes de suspension de marchandises pouvant être soupçonnées de contrefaçon ont été déposées auprès de l'Administration des Douanes (70 saisies effectives de marchandises). Ces chiffres montrent que les récents amendements de la loi sur la propriété industrielle visant à renforcer le système des marques semblent avoir répondu aux attentes des opérateurs économiques.

- Les créations d'entreprises ont atteint un niveau record en 2007, soit 58890 nouvelles immatriculations au registre de commerce dont 25833 nouvelles entreprises personnes morales avec +38% par rapport à 2006 et +352% par rapport à 1997, ce qui traduit l'impact positif des récentes mesures d'encouragement de création d'entreprises, notamment l'amendement de la loi sur la SARL et la baisse du capital minimal à 10000 Dhs. Cette tendance est confortée par l'augmentation du nombre de certificats négatifs délivrés par l'OMPIC qui a atteint 57989 certificats contre 48433 pour l'année 2006 soit une augmentation de 25%.

- Le site Web de l'OMPIC www.ompic.ma a connu une refonte qui a mis l'accent sur les services offerts aux entreprises (espaces entreprises recherche en ligne, formulaires interactifs,...) et sur l'ouverture à l'international (site en 4 langues : Arabe, Français, Anglais et Espagnol).

Les actions de formation des magistrats des tribunaux de commerce, ont été renforcées notamment en matière de marques. Un guide sur les litiges en matières de marques a été réalisé en partenariat avec l'USAID.

L'enregistrement à l'international des marques a été décentralisé au niveau de 5 villes à titre d'expérience pilote : Tanger, Marrakech, Agadir, Fes et Meknes.

Les activités de coopération ont été poursuivies avec les partenaires internationaux notamment avec les organisations internationales en l'occurrence l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), l'Office Européen des Brevets (OEB) ainsi qu'avec les offices étrangers de propriété industrielle tels que l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI – France), l'Office Espagnol des Brevets et

des Marques (OEEM) et l'Office Turc de Propriété Industrielle (TPI). En outre, un accord de coopération a été signé, le 26 novembre 2007, avec l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle de la Tunisie (INNORPI).

Chiffres clés de l'année 2007 :

- Brevets d'invention	: 932
- Marques nationales	: 6981
- Dessins et modèles industriels	: 765
- Certificats négatifs	: 57989
- Entreprises créées (personnes morales)	: 25833

Brevets d'invention

1- Résultats de l'année

• Demandes de brevets déposées :

932 demandes de brevets d'invention ont été déposées au cours de l'année 2007, soit un nombre record de demandes de brevets. Ce nombre traduit une évolution soutenue des dépôts qui ont doublé entre 1997 et 2007.

• Brevets délivrés

Brevets délivrés

747 brevets d'invention ont été délivrés en 2007. L'écart constaté par rapport aux demandes est dû au délai de délivrance (18 mois).

Les 1219 brevets délivrés en 2004, sont dus à la délivrance des brevets concernant les produits pharmaceutiques, déposés selon l'accord ADPIC depuis 1996 selon le système mail box et qui ont été délivrés le 18 décembre 2004, date d'entrée en vigueur de la loi n°17/97 relative à la protection de la propriété industrielle.

2- Analyse

• Répartition des demandes de brevets

Le nombre de dépôts des demandes de brevets d'invention d'origine étrangère, a atteint 782 demandes, dont 716 concernent les demandes des entrées en phase nationale dans le cadre du traité de coopération en matière de brevets (PCT).

• Demandes émanant de l'étranger, déposées par pays d'origine

Les demandes de brevets en provenance des Etats-Unis d'Amérique arrivent en tête avec 188 dépôts.

• Répartition sectorielle

Les demandes de brevet sont classées selon la classification internationale des brevets (CIB)* qui est répartie en 8 grandes sections.

Le système de classification internationale utilisé par la majorité des offices de propriété industrielle pour la désignation de(s) champ(s) d'application d'une invention.

En 2007, les demandes de brevets d'invention, concernant les nécessités courantes de la vie, qui englobent les domaines techniques suivants : activité rurale, alimentation, tabac, objets personnels ou ménagers, santé, sauvegarde, amusements et les préparations à usage médical, dentaire ou pour la toilette, ont constitué 45% de l'ensemble des demandes de brevets d'invention.

Les demandes de brevets d'invention concernant la classe « Chimie et métallurgie » représentent 23% du total des demandes.

3- Opérations Postérieures

73 inscriptions ont été enregistrées en 2007 contre 137 en 2006, soit une régression de 46%

L'année 2006 a été caractérisée par la fusion entre plusieurs groupes pharmaceutiques.

L'année 2007 a connu 108 demandes de poursuite de procédure contre seulement 31 en 2006, soit une évolution de 248%. Ceci montre que les déposants recourent souvent à l'article 14.1 conférant un délai supplémentaire de deux mois pour la régularisation des dossiers de brevets.

Le nombre de demandes déposées en 2007 ayant fait l'objet de décisions de rejets s'élève à 25 rejets (soit 3% du total des demandes) contre 42 en 2006 (soit 5% du total des demandes). A signaler que le motif de rejet le plus récurrent est la non régularisation des demandes dans les délais prévus dans la loi 17/97.

En 2007, quatre demandes de brevets ont été retirées tandis que l'année 2006 n'a connu aucun retrait.

4- Brevets d'origine marocaine

• Dépôts de demandes de brevet d'origine marocaine

Les dépôts des demandes de brevets d'origine marocaine sont en légère augmentation depuis 1997. Ce chiffre reflète le faible niveau d'invention et la nécessité d'améliorer le système national des brevets d'invention en mettant en place un système de recherche et d'opinion écrite.

Brevets d'invention

• Répartition par nature des déposants

Malgré une diminution de l'activité de dépôts (-16%), le nombre d'entreprises ayant déposés des demandes de brevets a légèrement augmenté par rapport à l'année 2006 contrairement aux personnes physiques dont le

nombre a connu une régression de 14% par rapport à la même année. Cette légère évolution est due notamment aux actions de pré-diagnostic PI menées par l'OMPIC depuis 2005

- Dépôt international dans le cadre du Traité de Coopération de Brevet (PCT)

Depuis l'adhésion du Maroc au traité de coopération en matière de brevets (PCT) en octobre 1999, le nombre de demandes internationales de brevets déposées à l'OMPIC en tant qu'Office récepteur s'élève à 40.

En 2007, le nombre de demandes internationales de brevets déposées dans le cadre du système PCT s'élève à 13 demandes dont 2 par des entreprises, soit une augmentation de 100% par rapport à 2006 (6 demandes internationales).

Marques de fabrique ou de commerce

1- Résultats de l'année

Le nombre de dépôts des marques a atteint 6981 demandes enregistrements au niveau national ce qui représente une importante

évolution durant les 10 dernières années (+121% par rapport à 1997).

En 2007, 460 renouvellements des marques ont été effectués, soit 21% des marques (dépôts de 1986) dont l'échéance a atteint son terme.

Toutefois, une légère régression a été enregistré par rapport à 2006, elle peut être expliquée par la mise en place du système d'opposition qui a eu un effet dissuasif sur les demandes ayant peu de chance d'aboutir à des enregistrements.

2- Analyse sectorielle

En 2007, une augmentation de 35% par rapport à 2006. Le nombre de produits et services désignés par les marques déposées en 2007 a atteint 22096 (classes des produits et services), soit une augmentation de 35% par rapport à 2006.

Secteurs d'activité	Année	Type	2006		2007	
			Demande d'enregistrement		Demande d'enregistrement	
Agroalimentaire			3416	21%	4476	20%
Services			5228	32%	7705	35%
Chimie/parachimie			1439	9%	1734	8%
Pharmaceutique			666	4%	711	3%
Textile et cuir			1468	9%	1982	9%
Electrique			669	4%	968	4%
Mécanique			720	4%	1078	5%
Autres produits techniques			2725	17%	3442	16%
TOTAL			16331	100%	22096	100%

* Il est à noter qu'une marque peut désigner plusieurs classes de produits ou services selon la classification internationale des marques (Classification de Nice), ce qui explique la différence entre le nombre réel des dépôts et le total sectoriel).

Marques de fabrique ou de commerce

Le nombre de produits et services désignés par les marques déposées en 2007 a atteint 22096

(classes des produits et services), soit une augmentation de 35% par rapport à 2006.

Demande d'enregistrement 2007

La répartition sectorielle des demandes et des enregistrements des marques nationales illustre la prédominance des services et de l'agro-

alimentaire, ensemble ils représentent plus de la moitié du total sectoriel.

- Analyse par pays d'origine

Pays D'origine	Année	Type	2006		2007	
			Demande d'enregistrement		Demande d'enregistrement	
Maroc			5637	81%	5101	80%
Etats - Unis			413	6%	328	5%
France			125	2%	156	2%
Emirats arabes unis			120	2%	178	3%
Espagne			66	1%	80	1%
Arabie Saoudite			64	1%	45	1%
Chine			41	1%	50	-
Tunisie			40	1%	60	-
Grande Bretagne			38	1%	45	-
Autres pays			400	6%	478	8%
TOTAL			6944	100%	6521	100%

Les dépôts de marques d'origine marocaine ont atteint en 2007, 5101 dépôts, ce qui représente 80% du

total des marques déposées.

En ce qui concerne les dépôts étrangers en 2007, les Etats-Unis arrivent en tête avec 5% du total des dépôts soit une baisse de 1% par rapport au résultat de l'année 2006 (depuis leur adhésion au système de Madrid en 2004, les déposants américains utilisent de plus en plus le protocole

de Madrid pour déposer leurs marques.

Les Emirats Arabes Unis, occupe la 2^{ème} position des dépôts étrangers avec 3% du total des dépôts suivis de la France qui intervient à raison de 2%.

3- Analyse des oppositions

Evolution du nombre des demandes d'opposition à l'enregistrement d'une marque pour les années 2006 et 2007

	2007	2006
Janvier	34	-
Février	64	-
Mars	44	1
Avril	45	3
Mai	46	22
Juin	79	42
Juillet	49	54
Août	58	37
Septembre	32	48
Octobre	44	36
Novembre	37	32
Décembre	26	19
TOTAL	558	294

Le nombre des oppositions a atteint une évolution de 90% (558 oppositions en 2007 contre 294

oppositions en 2006).

Cette augmentation est due aux actions de sensibilisation menées par l'OMPIC sur l'utilité du système d'opposition qui épargne aux titulaires des marques une procédure longue devant les tribunaux compétents.

Les décisions rendues par l'office sont au nombre

430 dont 98 oppositions rejetées, 155 oppositions justifiées, 78 oppositions partiellement justifiées, 78 oppositions ayant connu le retrait de la demande d'enregistrement de marques et 21 ayant connu le retrait de l'opposition.

4- Analyse des opérations postérieures

- les opérations postérieures

opération	année		2006		2007	
cession	643	43%	600	35%		
Licence d'exploitation	45	3%	47	3%		
Fusion	144	10%	128	8%		
Nantissement et Gage	10	1%	114	6%		
Changements (nom , adresse,...)	593	40%	766	44%		
Requête de poursuite de procédure	17	1%	52	3%		
Autre	38	2%	27	1%		
TOTAL	1490	100%	1734	100%		

En ce qui concerne les opérations postérieures au dépôt de marques, l'OMPIC a enregistré en 2007 1734 inscriptions contre 1490 en 2006 ce qui correspond à une augmentation de 16 %.

La répartition des inscriptions par type d'opération illustre qu'en 2007 les cessions et les changements viennent en tête avec 600 et 766 opérations soit respectivement 35% et 44%, suivis des fusions avec respectivement 8 % du total des opérations postérieures.

- les opérations de retraits, radiations et rejets

année	Retrait		Total retrait	Radiation		Total radiation
	partiel	total		renonciation	par jugement	
2006	9	30	39	207	4	211
2007	22	80	102	87	19	106

Le nombre des retraits des demandes est passé de 39 en 2006 à 102 en 2007, ainsi que le nombre des

radiations suite aux renoncements est passé de 207 à 87, ce qui traduit l'efficacité du système d'opposition.

5- Analyse des dépôts des marques effectués par des nationaux

- Evolution des demandes et enregistrements des marques effectués par des nationaux

Durant les dix dernières années le nombre de dépôts des nationaux a connu une importante évolution en passant de 2000 demandes d'enregistrements de marques en 1997 à 5043 en 2007.

- Analyse sectorielle

Secteurs D'activité	Année	2006		2007			
		Type	Demande d'enregistrement de marques effectuées par des résidents MA	Demande d'enregistrement de marques effectuées par des résidents MA	Type	Demande d'enregistrement de marques effectuées par des résidents MA	
Agroalimentaire			2933	21%		4026	21%
Services			4433	32%		6500	34%
Chimie/parachimie			1240	9%		1476	8%
Pharmaceutique			431	3%		477	2%
Textile et cuir			1231	9%		1817	10%
Electrique			545	4%		804	4%
Mécanique			610	5%		936	5%
Autres produits techniques			2272	17%		3007	16%
TOTAL			13695	100%		19043	100%

* Il est à noter qu'une marque peut désigner plusieurs classes de produits ou services selon la classification internationale des marques (Classification de Nice), ce qui explique la différence entre le nombre réel des dépôts et le total sectoriel

La répartition sectorielle des demandes et des enregistrements de marques déposées par les nationaux montre aussi la prédominance des

services et de l'agro-alimentaire, ensemble ils représentent plus de la moitié du total sectoriel.

• Analyse des dépôts selon les personnes morales et physiques

Année	Type	2006		2007	
		Demande d'enregistrement de marques effectuées par des résidents MA		Demande d'enregistrement de marques effectuées par des résidents MA	
Personne physique		1336	24%	982	19%
Personne morale		4247	76%	4061	81%
TOTAL		5583	100%	5043	100%

La part des entreprises au niveau des demandes nationales de marque s'est renforcée en passant de 76% à 81%.

• Analyse des dépôts par région

Année	TYPE	2006		2007	
		Demande d'enregistrement de marques effectuées par des résidents MA		Demande d'enregistrement de marques effectuées par des résidents MA	
GRAND CASABLANCA		4074		3706	
Marrakech-Tensift-AI Haouz		279		290	
Rabat-Salé-Zemmour-Zae		230		261	
Sous-Massa-Draa		258		196	
Tanger – Tétouan		130		89	
L'Oriental		203		88	
Fes- boulmane		107		80	
Gharb-Chrarda-Beni Hssen		48		68	
Meknés - Tafilalet		90		45	
Doukhala-Abda		47		20	
Autres régions		55		50	
On line		62		150	
TOTAL		5583		5043	

Les dépôts de marques effectués à la région du Grand Casablanca représentent la part la plus importante des dépôts avec 73% du total, suivie de la région de Marrakech – Tensift - Al Haouz avec 6%.

La forte concentration au niveau de Casablanca traduit l'effort à effectuer pour sensibiliser les entreprises installées dans les régions.

6- Analyse marques internationales

• Répartition des enregistrements, des désignations postérieures et des renouvellements des marques internationales déposées au niveau nationale (Maroc office d'origine)

année	Type	Enregistrement international	Désignation postérieure	Renouvellement	Total
1997		20	-	4	24
2002		30	-	6	36
2005		69	1	4	74
2006		114	6	22	142
2007		81	12	13	106

Maroc office désigné

L'utilisation par les nationaux du système de Madrid est très faible et ne reflète pas le vrai potentiel des exportateurs marocains. Des

efforts doivent être déployés pour la promotion de ce système auprès des opérateurs économiques marocains.

Dessins et Modèles industriels

- Répartition des désignations individuelles des enregistrements, des désignations postérieures et des renouvellements des marques internationales (Maroc office désigné)

Type Année	Enregistrement international désignant le Maroc	Désignation postérieure désignant le Maroc	Renouvellement désignant le Maroc	Total
1997	3030	1724	280	5034
2002	2588	258	2025	4871
2005	3539	453	2329	6321
2006	3660	569	4441	8670
2007	3591	603	4575	8769

Maroc office désigné

La désignation du Maroc par les autres pays membres du système de Madrid est en évolution continue, cela montre l'intérêt que porte les opérateurs étrangers au Maroc en tant que direction privilégiée pour leurs investissements.

Le nombre d'enregistrements internationaux de marques d'origine marocaine a atteint 106

enregistrements dont 81 nouvelles demandes 12 désignations postérieures et 13 renouvellements. Les enregistrements internationaux ont connu une nette évolution en ces dix dernières années (+341% par rapport à 1997)

1- Résultats de l'année

Dépôts et renouvellements des dessins et modèles industriels

	2007	2006	2005	2002	1997
Nombre de nouveaux dépôts	758	793	697	559	417
Nombre de modèles (nouveaux dépôts)	2965	3484	3779	1772	1032
Nombre de renouvellements	7	7	0	1	1
Nombre de modèles (renouvellements)	19	9	0	2	2
TOTAL	765	800	697	560	418

L'année 2007 a connu une baisse de 4% des nouveaux dépôts des dessins et modèles industriels par rapport à l'année 2006 et une augmentation respective de 9% par rapport à 2005, 36% par rapport à 2002 et 82% par rapport à 1997.

Il y a lieu de noter la faible part des renouvellements des dessins et modèles industriels qui a atteint 7 renouvellements en 2007

2- Analyse des nouveaux dépôts

- Analyse par pays de résidence des déposants

Pays	2007	%	2006	%	Variation 2007/2006
Maroc	694	92%	722	91,0%	-4%
France	15	2%	9	1%	67%
Espagne	10	1%	9	1%	11%
Etats-Unis	9	1%	6	1%	50%
Autres	30	4%	47	6%	-36%
TOTAL	758	100,0%	793	100,0%	-5%

L'analyse des nouveaux dépôts de dessins ou modèles industriels de 2007 et 2006 montre la prédominance des dépôts effectués par des résidents marocains avec une part de 92% en 2007 et 91% en 2006.

Les nouveaux dépôts de dessins et modèles industriels d'origine étrangère restent très faibles et sont effectués principalement par des déposants d'origine de la France, des Etats-Unis et de l'Espagne.

• Analyse sectorielle basée sur la classification de Locarno

	2007	%	2006	%	Variation 2007/2006
Emballages	232	30,2%	218	27,4%	6%
Textile & Habillement	192	25,0%	219	27,5%	-12%
Constructions	67	8,7%	60	7,5%	12%
Articles de ménage	63	8,2%	75	9,4%	-16%
Papeterie articles de bureau	39	5,1%	38	4,8%	3%
Ameublement	33	4,3%	33	4,1%	0%
Appareillages électriques	13	1,7%	21	2,6%	-38%
Installations diverses	31	4,0%	8	1,0%	288%
Autres secteurs	98	12,8%	124	15,6%	-21%
TOTAL	768	100,0%	796	100,0%	-4%

Les secteurs de l'emballage et du Textile/Habillement dans les dépôts des dessins et modèles industriels représentent les parts les plus importantes avec respectivement 30% et 25 % en 2007.

3-Opérations postérieures au dépôt

Le nombre d'opérations postérieures en 2007 a atteint 45 opérations. Les principales ont concerné les cessions (47%).

	2007	%	2006	%	Variation
Cession	21	47%	8	42%	163%
Licence d'exploitation	4	9%	0	0%	/
Changements de nom, d'adresse et de nom et d'adresse	15	33%	8	42%	88%
Rectification	4	9%	1	5%	300%
Requête en poursuite	1	2%	2	11%	-50%
TOTAL	45	100%	19	100%	137%

En 2007, une seule radiation volontaire et deux rejets de dessins et modèles industriels ont été enregistrés en 2007.

• Analyse des dépôts nationaux

	2007	2006	2005	2002	1997
Nouveaux dépôts	694	722	646	525	403
Nombre de modèles des nouveaux dépôts	2825	3245	3584	1697	1013
Renouvellement	3	2	0	1	0
TOTAL	697	724	646	526	403

L'année 2007 a connu une baisse de 4% des nouveaux dépôts des dessins et modèles industriels d'origine marocaine par rapport à l'année 2006.

• Analyse par région

Délégations	2007	%	2006	%	Variation
Grand Casablanca	586	84%	535	74%	10%
Fès Boulmane	52	7%	61	8%	-15%
Marrakech Tansift Al haouz	24	3%	29	4%	-17%
Tanger – Tetouan	12	2%	27	4%	-56%
Meknès-Tafilalet	8	1%	5	1%	60%
Sous-Massa-Draa	5	1%	49	7%	-90%
Rabat - Salé Zemmour -Zaer	1	0%	10	1%	-90%
Autres régions	6	1%	6	1%	0%
TOTAL	694	100%	722	100%	-4%

La répartition régionale des dépôts des dessins et modèles industriels d'origine marocaine montre la prédominance de la région de Casablanca avec 84% des dépôts. En 2007, les dépôts des dessins et modèles industriels en

provenance de cette région ont progressé de 10%. A l'exception de la région de Fès Boulemane, les dépôts restent insignifiants en région.

• Analyse des dépôts nationaux par type du déposant

Les personnes morales représentent 85% des dépôts nationaux des dessins et modèles industriels.

Analyse des dépôt nationaux par type du déposant

• Analyse des dépôts nationaux par classification de locarno

Les secteurs de l'emballage et du textile habillement représentent la majorité des dépôts des dessins et modèles industriels (30% et 26%)

Analyse Comparative Sectorielle des dépôts d'origine Marocaine 2006-2007

Dénominations et enseignes commerciales

1- Résultats de l'année

Durant l'année 2007, l'OMPIC a reçu 85673 demandes de certificats négatifs pour l'attribution des dénominations et enseignes commerciales contre 68597 pour l'année 2006 soit une augmentation de 25%. En 2007, 57989 certificats ont été délivrés contre 48433 pour l'année 2006.

Le nombre de certificats négatifs relatifs aux intentions de création a atteint 52844 certificats contre 44003 pour l'année 2006 soit une augmentation de 20%.

2- Analyse

• Répartition régionale des intentions de création

RÉGIONS	2007	Part%	2006	Variation en%
Grand Casablanca	17864	34	14972	+19
Rabat – Salé – Zemmour – Zair	5828	11	5096	+14
Tanger – Tetouan	5802	11	4546	+28
Marrakech - Tensift – Haouz	5856	11	4855	+21
Souss - Massa – Daraa	3527	7	2902	+22
Meknes – Tafilalet	2327	4	1896	+23
Fes – Boulmane	2384	5	1942	+23
Chaouia – Ouardigha	1366	3	1164	+17
Doukkala – Abda	1434	3	1277	+12
Région Orientale	1884	4	1371	+37
Laayoune – Boujdour - Essaquia Lhamra	745	1	691	+8
Gharb – Chrarda – Beni Hssen	1690	3	1486	+14
Tadla – Azilal	1025	2	816	+26
Taza – Al Hoceima – Taounate	527	1	528	0
Oued Eddahab – Lagouira	272	0	245	+11
Guelmim – Essmara	313	0	216	+45
TOTAL	52844	100	44003	+20

La plus forte hausse a été enregistrée dans la région de Guelmim – Es smara avec 45%, suivie de la Région Orientale avec 37%.

La répartition régionale des intentions de création d'entreprise montre la prédominance de la région du Grand Casablanca avec 34% des intentions de création. Les régions de Marrakech-Tensift-ElHaouz et de Tanger-Tetouan

(avec respectivement +21% et +28% par rapport à 2006) ont atteint 11% de part régionale chacune et rattrape la région de Rabat-Salé-Zemmour-Zair qui est traditionnellement en 2^{ème} position au niveau des délivrances de certificats négatifs.

Répartition régionale des intentions de création d'entreprises (Année 2007)

• Répartition des intentions de création par nature juridique

Au cours de l'année 2007, l'OMPIC a accordé 43663 demandes d'intention de création en faveur des personnes morales, contre 33128 durant l'année 2006, soit une augmentation de

32%. Les certificats négatifs délivrés relatifs aux enseignes sont de 9182 contre 10875 durant l'année 2006, ce qui enregistre une diminution de 16%. Cette diminution est due à la nouvelle tendance des intentions de création vers les sociétés notamment la SARL.

Répartition par nature juridique 2007

La forme juridique la plus sollicitée par les demandeurs de certificats négatifs reste la SARL et la SARLAU qui représente respectivement 69% et 27% du total des intentions de création des sociétés commerciales suivie de la SA avec 2%.

intentions de création des sociétés anonymes (SA) ont enregistré une augmentation de 28%. La société à responsabilité limitée à associé unique (SARLAU) a augmenté de 52% et la (SARL) de 31%.

La comparaison des résultats de l'année 2007 avec ceux de l'année 2006 indique que les

Nature Juridique	Année 2007	Part %	Année 2006	Variation en %
SARL	30207	69	23125	+31
SARLAU	11673	27	7689	+52
SA	812	2	632	+28
Autres	971	2	1693	-43
TOTAL PERSONNES MORALES	43663	100	33139	+32

• Répartition sectorielle des intentions de création

BRANCHES	SOUS-BRANCHES	2007	2006	VAR %
Commerce	Commerce de gros	9081	7781	+17
	Commerce de détail et réparation. Articles ménagers	3173	3070	+3
	Commerce et réparation automobile	663	575	+15
TOTAL		12917	11426	+13
Service	Hôtels et restaurants	3561	3148	+13
	Transports et communications	4263	3921	+9
	Activités financières	1110	447	+148
	Immobiliers, location et services aux entreprises	12140	9211	+32
	Education	1504	1246	+21
	Santé et actions sociales	264	246	+7
	Services collectifs, sociaux et personnels	5729	5446	+5
TOTAL		28571	23665	+21

Industries	Agro-alimentaire	756	606	+25
	Chimie et parachimie	636	521	+22
	Textile et Cuir	996	756	+32
	Bois, papier, carton, édition et imprimerie	784	662	+8
	Industrie mécanique et métallurgique	991	826	+20
	Industries électriques et électroniques	453	471	-4
TOTAL		4616	3842	+20
BTP	Bâtiment et travaux publics	8312	5862	+42
Agr/Peche	Agriculture, chasse, services annexes	587	443	+33
	Sylviculture, exploitation forestière, serv/annexes	55	58	-5
	Pêche, aquaculture	107	116	-8
TOTAL		749	617	+21
Mines/Energ	Industries extractives	271	196	+38
	Cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire	8	12	-33
	Prod.Distr.électricité, gaz et eau	217	110	+97
TOTAL		496	318	+56
TOTAL GÉNÉRAL		55661	45725	+22

La répartition sectorielle des intentions de création illustre la prédominance des services et du commerce sur les autres secteurs. En effet, ces deux secteurs représentent 75% du total sectoriel.

* il est à noter qu'une demande d'intention de création d'entreprise peut comprendre plusieurs codes d'activité selon la NAM, ce qui explique la différence entre le nombre réel des intentions de créations (52844) et le total sectoriel (55661).

Création d'entreprises

1- Résultats de l'année

Avec 58 890 nouvelles immatriculations au registre du commerce en 2007, dont 25 833 sociétés et 33 057 personnes physiques, le rythme soutenu des immatriculations observé au courant de la dernière décennie se poursuit, en témoignant d'un fort dynamisme de la création d'entreprise. Cette progression significative est principalement due à l'amendement du statut

juridique de la société à responsabilité limitée.

La croissance exponentielle des immatriculations au registre du commerce, telle qu'il est illustré dans le graphe ci-après, a concerné beaucoup plus les personnes morales (sociétés) qui sont passées, en dix ans, de 5700 en 1997 à plus de 25 800 nouvelles immatriculations en 2007.

EVOLUTION DE CRÉATION D'ENTREPRISES COMMERCIALES

En effet, l'évolution observée sur cette période variée selon les régions économiques, la nature juridique et les secteurs d'activité :

2- Analyse

a) Répartition régionale :

La répartition régionale des créations des personnes morales immatriculées au registre du commerce confirme la concentration des sociétés commerciales dans la région du Grand Casablanca qui représente 33% de

l'ensemble des immatriculations, suivie de Tanger-Tétouan (13%), Marrakech-Tensift et Rabat-Zemmour-Zair (11%).

REGIONS ECONOMIQUES	Personnes morales			Personnes physiques		
	2007	2006	VAR	2007	2006	VAR
Grand Casablanca	8573	6607	+30%	4281	4552	-6%
Rabat - Salé - Zemmour - Zaïr	2873	1929	+49%	2825	2680	+5%
Tanger - Tetouan	3240	2236	+45%	3976	3795	+5%
Marrakech - Tensift	2929	2173	+35%	2560	2607	-2%
Souss - Massa - Daraa	1627	1163	+40%	2889	2686	+8%
Meknès -T afilalt	1201	729	+65%	2444	2264	+8%
Fes - Boulmane	1049	726	+44%	1674	1914	-13%
Taza - Al Houceïma - Taounat	154	115	+34%	1115	816	+37%
Tadla - Azilal	510	274	+86%	1108	1143	-3%
Echaouïa - Ouardigha	671	449	+49%	1673	1463	+14%
Région de l'Oriental	990	680	+46%	2400	2467	-3%
Oued Eddahab - Lagouira	131	145	-10%	309	244	+27%
Doukkala - Abda	666	468	+42%	1801	1664	+8%
El Gharb - Cherrada-Beni Hassen	711	562	+27%	2083	1614	+29%
Laayoune - Boujdour	417	385	+8%	1393	925	+51%
Guelmim - Es-smara	91	62	+47%	526	881	-40%
TOTAL	25833	18703	+38%	33057	31415	+5%

b) Répartition par nature juridique

La répartition des sociétés commerciales immatriculées en 2007 au registre du commerce, montre la prédominance de la SARL avec 97% (25097 créations dont 18070 typiquement SARL (70% du total) 7027 SARL à

associé unique (27% du total), suivie de loin de la SA et de la SNC avec uniquement 1% chacune (respectivement avec 290 et 261 créations).

Répartition des immatriculations des sociétés par nature juridique

Par rapport à la même période de l'année 2006, on constate que la SARL (y compris la SARL à associé unique) a augmenté d'une façon

exponentielle +44% (SARL avec +28% et SARL à associé unique avec +112%) au détriment de la SNC qui a régressé de 72%.

	2007		2006		Variation
	Nombre	%	Nombre	%	
SARL	18070	70%	14119	75%	28%
SARLAU	7027	27%	3312	18%	112%
SNC	261	1%	925	5%	-72%
SA	290	1%	258	1%	+12%
AUTRES	185	1%	89	1%	+108%
TOTAL	25833		18703		+38%

c) Répartition par secteurs d'activité

La répartition des sociétés créées 2007 par branches d'activités est illustrée dans le tableau ci-après.

Il est à souligner qu'une société peut avoir plus d'une activité dans des secteurs différents :

Branches		2007		2006		Variation
		Nombre	part%	Nombre	%	
Commerce	Commerce et réparation automobile	528	5%	464	5%	14%
	Commerce de gros et intermédiaires de commerce	9335	87%	7612	86%	123%
	Commerce de détail et réparation articles ménagers	928	9%	792	9%	17%
TOTAL		10791	29%	8868	31%	22%
Services	Hôtels et restaurants	1572	11%	1373	12%	14%
	Transports et communications	2923	20%	2365	20%	24%
	Activités financières	455	3%	409	4%	11%
	Immobiliers, location et services aux entreprises	8084	55%	5926	51%	36%
	Education	488	3%	611	5%	-20%
	Santé et action sociale	122	1%	91	1%	34%
	Services collectifs, sociaux et personnels	1131	8%	849	7%	33%
TOTAL		14775	40%	11624	41%	27%
Industries	Agro-alimentaire	319	14%	267	13%	19%
	Chimie et parachimie	230	10%	208	10%	11%
	Textile et cuir	576	26%	441	22%	31%
	Bois, papier, carton, édition et imprimerie	341	15%	350	18%	-3%
	Industries mécaniques et métallurgiques	503	23%	493	25%	2%
	Industries électriques et électroniques	245	11%	227	11%	8%
TOTAL		2214	6%	1986	7%	11%
BTP	Bâtiment et travaux publics	8487	23%	4881	17%	73%
Agriculture, Pêche	Agriculture, chasse, services annexes	288	78%	552	77%	-48%
	Sylviculture, exploitation forestière sces annexes	37	10%	74	10%	-50%
	Pêche, aquaculture	46	12%	92	13%	-50%
TOTAL		371	1%	718	3%	-48%
Mines et énergies	Industries extractives	276	75%	153	85%	80%
	Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	6	2%	1	1%	500%
	Prod. Distr. Electricité, gaz et eau	87	23%	25	14%	248%
TOTAL		369	1%	179	1%	106%
TOTAL GENERAL		37007		28256		

La répartition des créations des sociétés par branches d'activités montre que les secteurs des services et du commerce représentent respectivement 40% et 29% du total des sociétés immatriculées au registre du commerce en 2007, suivis des secteurs du B.T.P avec 23%, les industries avec 6% et les secteurs agriculture / pêche et mines / énergies avec 1% chacun.

S'agissant de l'évolution par rapport à l'année 2006, à l'exception du secteur de l'agriculture et pêche qui a connu une baisse de 48%, les autres secteurs, à savoir le secteur des BTP, des services, du commerce, de l'industrie et les mines et énergies ont enregistré des augmentations respectives de l'ordre de 73%, 27%, 22%, 11% et 106% .

Services d'information

1- Propriété industrielle

Demandes relatives à la propriété industrielle				
Directes				
Prestations	Extraits des registres et copies officielles			Catalogues officiels
	Marques	Brevets d'invention	Dessin & modèles	
Année 2007	1026	127	70	136
Année 2006	1232	112	73	85
Pourcentage%	-17%	13%	-4%	60%

Durant l'année 2007, l'OMPIC a reçu et traité 1223 demandes d'extraits de registre et copies officielles des titres de propriété industrielle contre 1417 durant l'année 2006, soit une baisse de 16%. Si le nombre de demandes relatives aux dessins et modèles industriels a connu une petite baisse de 4% et une augmentation de 13% pour les brevets d'invention. En revanche, les demandes d'extraits de registre des marques ont enregistré une baisse très significative de 17%, ceci pourrait être expliqué par l'avènement

de l'opposition qui aurait limité le nombre de litiges relatifs aux marques.

Concernant les catalogues officiels des marques, l'OMPIC a livré 136 catalogues en 2007 contre 85 en 2006 soit une augmentation de 60% ce qui montre que le système d'opposition incite les utilisateurs de la propriété industrielle à mieux suivre les nouvelles demandes d'enregistrement des marques.

Demandes en ligne relatives aux marques et certificats négatifs		
En ligne		
Prestations	Dépôts de marques	Demandes de certificats négatifs
Année 2007	207	1081
Année 2006	62	305
Pourcentage%	234%	254%

Concernant les demandes en ligne relatives aux marques et aux certificats de créations d'entreprises, durant l'année 2007, l'OMPIC a reçu 207 demandes de dépôts, soit une augmentation de 234% et 1081 demandes de certificats négatifs en 2007 contre 305 en 2006

soit une augmentation de 254% en 2007 par rapport à l'année 2006. Ces performances montrent clairement que les déposants sont de plus en plus sensibles aux avantages qu'offrent les services en ligne de l'OMPIC en terme de coût et de disponibilité.

2- Registre de commerce

Renseignements sur le registre de commerce				
Prestations	Certificat d'immatriculation et copies des inscriptions	Directes	En ligne	Consultation des actes juridiques
Année 2007	279	5184	4617	175
Année 2006	302	5667	1918	303
Pourcentage%	-8%	-9%	141%	-42%

D'après le tableau sur les demandes relatives au registre de commerce, on déduit que :

- Toutes les demandes de prestations déposées à l'OMPIC ont enregistré un recul par rapport à l'année 2006.
- Toutes les prestations demandées en ligne ont enregistré des augmentations très significatives par rapport à l'année 2006.

Ainsi, au cours de l'année 2007, l'OMPIC a livré 279 certificats d'immatriculation et copies des inscriptions contre 302 durant l'année 2006, soit une baisse de 8% et 175 demandes de consultation des actes juridiques contre 303 durant l'année 2006, soit une baisse de 42%.

S'agissant des renseignements sur le registre de commerce, les demandes effectuées à l'OMPIC ont enregistré une baisse de 9%. En revanche une augmentation spectaculaire a été enregistrée par les demandes de renseignements sur le registre de commerce en ligne de 141%.

Les baisses des demandes des consultations des actes juridiques, des certificats d'immatriculation et des renseignements ont été largement comblées par l'augmentation des demandes enregistrée via le produit « Directinfo entreprise ».

Prestations	Consultation des états de synthèse		TOTAL
	Directes	En ligne	
Année 2007	150	15639	15789
Année 2006	450	13248	13698
Pourcentage%	-67%	18%	15%

S'agissant des états de synthèse, durant l'année 2007, les demandes effectuées à l'OMPIC ont baissé de 450 en 2006 à 150 demandes, soit une baisse de 67%, alors que les demandes en ligne ont connu une augmentation de 18% passant de 13248 en 2006 à 15639 en 2007. Le recul des demandes des consultations des états de synthèses à l'OMPIC enregistré durant l'année 2007 par rapport à l'année 2006 (67%) a été comblé par une augmentation de 18% des demandes en ligne via le produit « Directinfo/bilan ». Le nombre total de

demandes des consultations des états de synthèse a connu une augmentation intéressante de 15% durant l'année 2007 par rapport à l'année 2006.

D'après ces résultats, on peut conclure que les prestations de l'OMPIC sont en train de migrer progressivement vers les services en ligne. Ces performances sont dues essentiellement à la haute disponibilité et la fiabilité des informations ainsi que le coût attractif des prestations de l'OMPIC en ligne.

Réalisations financières

I. Evolution des recettes

Depuis la création de l'OMPIC, les produits d'exploitation ont connu une nette augmentation, passant de 12,3 Mdhs en 2002 à 37 Mdhs en 2007.

Prestations	1997	2002	2005	2006	2007
Droits perçus au titre du nom commercial		4 275 160,00	5 577 090,00	6 832 247,00	9 362 450,00
Droits perçus au titre des prestations d'informations en matière de propriété industrielle et commerciale	-	194 655,00	544 255,00	1 093 535,00	2 590 734,00
Droits perçus au titre des marques de fabrique, de commerce ou de service	-	2 758 463,00	4 754 300,00	5 771 080,00	10 547 430,00
Droits perçus au titre des marques internationales	-	2 079 983,28	3 610 308,72	3 986 154,48	5 358 916,31
Droits perçus au titre des dessins et modèles industriels	-	834 348,00	471 600,00	631 329,94	591 537,69
Droits perçus au titre des brevets d'invention	-	2 123 182,00	6 375 585,00	5 317 282,00	7 957 386,00
Droits provenant au titre de services rendus, des produits financiers et recettes accidentelles	-	21 584,15	30 342,00	503 600,36	594 626,86
TOTAL *	8 533 456,09	12 287 375,43	21 363 480,72	24 135 228,78	37 003 080,86

* Ces chiffres n'incluent pas les droits d'enregistrement et de timbre qui sont reversés à l'Administration fiscale.

Ainsi, le chiffre d'affaire (TTC) réalisé en 2007 est une réalisation record pour l'office. En effet, les produits d'exploitation ont connu une expansion

considérable traduite par une augmentation de **53%** par rapport à l'exercice 2006 et un dépassement des prévisions de plus de 11%.

La répartition des réalisations par nature fait ressortir ce qui suit :

- 28% des réalisations reviennent aux marques de fabrique, de commerce ou de service ;
- 25% des réalisations reviennent au nom commercial ;
- 22% des réalisations reviennent aux brevets d'invention.
- 14% des réalisations reviennent aux marques internationales.

- 7% correspondant à la valeur de 2,59Mdhs reviennent aux prestations d'informations. En 2006, cette participation était de l'ordre de 4,5% soit une valeur de 1.09Mdhs.

Le graphique ci-dessous présente la contribution des différentes activités dans le chiffre d'affaire de l'exercice 2007.

Répartition des recettes 2007 par prestations

II. Evolution des charges

L'historique des réalisations de ces dix dernières années montre que les charges d'exploitation n'ont cessé d'accroître, mais restent maîtrisables dans la mesure où la proportionnalité des charges accompagne l'évolution des produits, et le développement de l'office de manière générale.

En effet, l'exercice 2007 a été caractérisé par l'importante modification qu'a connu la répartition les charges d'exploitation. Ainsi, les

charges de personnel qui représentaient entre 2000 et 2006 plus que 50% du total des dépenses, se sont vues abaisser à 25% au cours de 2007. Cette diminution est notamment due à la régularisation de la situation fiscale de l'OMPIC d'une valeur de 15Mdhs et à la diminution de la masse salariale suite à l'opération du départ volontaire organisé par le gouvernement et au turn over de l'effectif de l'OMPIC.

	1997	2002	2005	2006	2007
Charges de fonctionnement	2 370 733,62	10 755 339,00	13 564 999,07	14 207 609,16	30 502 352,44
Charges D'investissement	1 187 188,10	911 199,56	1 674 111,30	5 690 648,00	5 578 238,75
TOTAL BUDGET	3 557 921,72	11 666 538,56	15 239 110,37	19 898 257,16	36 080 362,77

En conclusion, l'OMPIC a dégagé à la clôture de l'exercice 2007 un excédent budgétaire de 922 718.07 dhs soit 2.5% des produits réalisés. Cette performance a été handicapée par les

impôts et taxes des cinq derniers exercices non prescrits, qu'a supporté l'exercice 2007 et qui s'élèvent à 10.9 Mdhs.

	Ressources	Dépenses	Excédent budgétaire
2007	37 003 080,86	36 080 362,77	922 718,09
2006	24 135 228,75	19 898 257,16	4 236 971,59

Activités de mise en œuvre du plan de développement

L'année 2007 est l'année d'achèvement du plan de développement 2005-2007. Ainsi, plusieurs projets mis en place dans le cadre de ce plan ont pris forme, notamment en matière d'amélioration du système de protection et de respect des droits de propriété industrielle, de l'accompagnement des entreprises dans la mise en place d'une stratégie de propriété industrielle, et en matière de développement des services en ligne de l'OMPIC.

Ces résultats sont dus au changement qu'a connu le cadre juridique de la propriété industrielle et commerciale, aux activités de coopération qui lient l'OMPIC à ses partenaires nationaux et étrangers, ainsi qu'aux actions de sensibilisation et de proximité en faveur des entreprises.

Ainsi, les actions menées par l'OMPIC au cours de l'année 2007 regroupées par axe du plan de développement sont :

1- Environnement juridique

1.1 Etude de faisabilité d'un système d'examen de brevets d'invention :

L'année 2007 a connu la finalisation de la 2ème étape de la mise en place d'un nouveau système des brevets au Maroc avec l'assistance de l'Office Européen des Brevets (OEB).

Ainsi, une étude de faisabilité a été réalisée proposant une nouvelle procédure de délivrance des brevets d'invention au Maroc, incluant l'élaboration d'éléments additionnels (Rapport d'opinion écrite) pour apprécier la pertinence du brevet délivré.

La procédure élaborée a été basée sur un Benchmark sur les systèmes des brevets

pratiqués dans d'autres pays (Belgique, Espagne, Canada, Brésil, Turquie, Singapour, France et Croatie).

En outre, l'année 2007 a connu le renforcement de la formation des examinateurs de l'OMPIC sur les techniques de recherche et d'examen en matière de brevets d'invention notamment par :

- des stages de formation à l'OEB et à l'USPTO ;
- participation aux ateliers de rédaction des brevets organisés à l'OMPIC ;
- élaboration de rapports de recherche pour certaines demandes de brevet marocains.

1.2 Développement du système de propriété industrielle :

Durant les mois d'octobre et de novembre 2007, l'OMPIC a décentralisé le dépôt des marques internationales selon le système de Madrid ainsi que les requêtes en poursuite de la procédure au niveau d'Agadir, de Tanger, de Fès, de Meknès et de Marrakech.

L'OMPIC a mis en place le 19 novembre 2007 un canal de communication et de concertation entre l'OMPIC et les professionnels de la propriété industrielle et commerciale en vue d'identifier les attentes aussi bien des professionnels que de l'OMPIC et de dégager ainsi des actions d'amélioration dans l'intérêt de la propriété industrielle et commerciale.

L'OMPIC a en outre édité en collaboration avec l'USAID un guide sur les marques de fabrique, de commerce et de service. Cet ouvrage traite de la marque dans tous ses

aspects : définitions, catégories, protection, opposition etc...et est destiné principalement aux magistrats et juristes en vue de les informer sur le système de protection des marques et répondre à leurs interrogations en donnant des exemples et des illustrations.

1.3 Amélioration du cadre juridique de création d'entreprise

L'OMPIC a pris part, les 04 et 18 décembre 2007, aux réunions du comité de coordination relatif au Registre de Commerce. L'ordre du jour de ces réunions portait sur la validation des avis sur les questions juridiques liées à la création d'entreprise.

L'OMPIC a en outre animé un atelier sur la création d'entreprise dans le cadre de la conférence «Doing Business : meilleures pratiques régionales» organisé par l'USAID les 29 et 30 novembre 2007. Lors de cet atelier, les meilleures pratiques en terme de création d'entreprise au niveau régional ont été discutées.

1.4 Actions de lutte contre la contrefaçon :

Le 05 mars, L'OMPIC a organisé, en partenariat avec l'OMPI et l'Administration des Douanes et Impôts Indirects, un séminaire sur le système d'opposition des marques de fabrique, de commerce ou de service. Destiné aux opérateurs économiques, cette formation visait à présenter aux chefs d'entreprises l'intérêt de recourir à ce mode d'anticipation de protection de leurs droits acquis ainsi que les différentes étapes de la procédure à suivre.

L'OMPIC a procédé, en collaboration avec l'USAID et le Ministère de la justice, à la formation

de juges des tribunaux de commerce et des cours d'appel de commerce de Fès, Meknès, Tanger, Oujda, Marrakech, Agadir, Casablanca et Rabat. Cette formation qui s'est déroulée du 17 au 26 mai 2007 à Ifrane, Marrakech et Casablanca et qui a concerné 85 juges a porté sur le système de protection des marques, notamment le système d'opposition, les actions en contrefaçon et en concurrence déloyale.

2- Innovation et Veille technologique

2.1 Promotion de l'innovation

28 « pré diagnostic propriété industrielle » ont été effectués au profit d'entreprises marocaines, notamment les PME/PMI durant l'année 2007.

L'OMPIC et l'université Al Akhawayn ont organisé à Ifrane, le 26 avril 2007, à l'occasion de la journée mondiale de la Propriété Intellectuelle, une conférence sous le thème « encourager la créativité ».

Un module formation sur la propriété industrielle, particulièrement les brevets d'invention, a été dispensé aux étudiants de 3ème année de l'Ecole Nationale Supérieure d'Electricité et de Mécanique (ENSEM) et aux étudiants de Master (2 options) à la faculté des Sciences de Université Ain Choc -Casablanca.

L'OMPIC a continué ses actions de sensibilisation et de formation des acteurs de l'innovation. Cela s'est traduit par l'organisation de séminaires thématiques sur les brevets d'invention au profit des chercheurs universitaires et par la formation diplômante sur la rédaction des brevets d'invention en collaboration avec l'OMPI au profit des Universitaires, Centres de recherche et des Entreprises.

2.2 Diffusion de l'information technique divulguée par les brevets d'invention

L'OMPIC a organisé en collaboration avec l'Office Européen des Brevets (OEB) plusieurs ateliers de rédaction sur les brevets d'invention. Destinés aux professionnels marocains, ces ateliers ont pour principal objectif de familiariser ces derniers aux techniques de rédaction des brevets et comment chercher de façon pertinente les informations disponibles dans les brevets d'invention.

2.3 Partenariat avec les acteurs concernés par l'innovation

L'OMPIC assure la gestion administrative et financière des dossiers PTRs, ainsi 55 contrats PTRs ont été signés en 2007 (pour un cumul de 210 demandes) et 44 PTRs ont été payées représentant un montant de 1 943 420,00 dhs (pour un cumul de 107 dossiers payés, soit 4 869 640,00 dhs).

Sur le plan sectoriel, l'OMPIC a consolidé ses actions avec les associations professionnelles notamment le secteur pharmaceutique. Il a étendu sa coopération à d'autres secteurs comme le secteur de l'automobile, de la céramique et de l'agro-alimentaire.

L'Office a participé à l'émission « Challengers Innovation » et a sponsorisé des inventeurs à l'occasion de la tenue de la 6ème édition de INNOVA 2007.

3- Système d'information

3.1 Développement du système d'information

Durant l'année 2007, les activités de développement du système d'information ont été axées sur le système d'opposition avec l'intégration de nouvelles fonctionnalités portant principalement sur la gestion des décisions rendues par l'OMPIC, l'automatisation des notifications et l'implémentation de contrôles visant à améliorer la qualité du système.

Par ailleurs, l'amélioration du système de traitement des états de synthèse a été placée au centre des priorités du système d'information, à cet effet, l'OMPIC a procédé à la mise à niveau de l'infrastructure matérielle et logicielle relative à ce système, ce qui a permis d'améliorer les délais de traitement et de disponibilité de l'information financière auprès des opérateurs économiques.

3.2 Administration en ligne

Dans le cadre de sa stratégie e-ompic, l'OMPIC a poursuivi le développement de ses services en ligne. Ainsi, en matière d'information sur l'entreprise, le service de consultation de l'information financière relative à l'exercice 2005 a été lancé et les services Directinfo Entreprise de consultation des actes et documents juridiques ont été étoffés par le service de consultation des rapports du commissaire aux comptes et par la consultation des statuts. Ce dernier service sera ouvert au public en janvier 2008.

Des formulaires interactifs de demandes de certificats négatifs et de dépôts de marque ont

également été développés. Ces services permettent aux usagers de bénéficier d'un service rapide et personnalisé auprès du front office de l'OMPIC.

3.3 Diffusion de l'information

L'OMPIC a lancé le 16 mai 2007 le nouveau portail de la propriété industrielle et commerciale www.ompic.ma ce portail multilingue (arabe, français, anglais et espagnol) a été développé en tenant compte des besoins des utilisateurs notamment la facilité d'accès, la disponibilité et la garantie d'une information à jour. Il est axé principalement sur les services aux entreprises (espace recherche, formulaires interactifs...).

Par ailleurs, l'OMPIC a fourni à plusieurs opérateurs privés et publics deux types de bases de données : les bases de données des entreprises immatriculées au Registre Central de Commerce (RCC) et la base de données des informations financières.

3.4 Fiabilisation des données

En vue d'améliorer le niveau de qualité des bases de données de l'information financière, des contrôles de cohérence sur les états financiers ont été intégrés dans plusieurs modules pour améliorer la qualité de saisie des données.

4- Marketing et communication

4.1 Promotion de la Propriété industrielle

-L'OMPIC, le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) et l'Institut Turc des Brevets (TPI) ont organisé, du 11 au 13 juillet 2007, en collaboration avec

l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) la seconde « Conférence sur la Coopération Technique entre les Bureaux de la Propriété Industrielle dans les Etats Membres de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) ». L'objectif de cette conférence était d'adopter le plan d'action pour la période 2008-2009 du projet de coopération technique entre les pays membres de l'OCI.

- L'OMPIC a organisé nombre de manifestations de sensibilisation en faveur des entreprises et des associations professionnelles, notamment l'AMIP, l'AMITH et l'APEBI dont les membres ont été initiés à l'importance de la propriété industrielle et commerciale.

-L'OMPIC a poursuivi ses actions de coopération internationale avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et l'Office Européen des Brevets (OEB) ainsi qu'avec les offices étrangers de propriété industrielle tels que l'Office Américain des Brevets et des Marques (USPTO), l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI – France), l'Office Turc de Propriété Industrielle (TPI) et a signé le 26 novembre 2007, un accord de coopération avec l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle de Tunisie (INNORPI).

4.2 Supports de communication

L'OMPIC a élaboré durant 2007 nombre de supports de communication tels que le guide sur les marques de fabrication, de commerce et de service en version arabe et française en collaboration avec l'USAID, une brochure sur la protection de la marque et des affiches promotionnelles sur les services en ligne de l'OMPIC.

Il a en outre mis à jour les guides « créer une marque » et « la beauté est dans la forme » en y intégrant les dernières dispositions de la loi 31-05 en la matière, ainsi que la publication de la loi 17-97 relative à la protection de la propriété industrielle, telle que complétée et modifiée, et son décret d'application en format papier et CD-ROM.

La publication de la newsletter trimestrielle « Le courrier de l'OMPIC » en est à son 14^{ème} numéro.

4.3 Espaces promotionnels

Durant 2007, l'OMPIC a participé aux manifestations suivantes :

- du 03 au 05 mai : l'OMPIC a tenu un stand lors du « Salon de la Franchise » organisé sous l'égide du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies

- du 13 au 16 juin : l'OMPIC a participé au Salon International de Services aux Entreprises (SISE 2007) organisé par la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM).

- les 13 et 14 juin : l'OMPIC a participé au Salon « e-gov » où il a exposé ses services et réalisations en ligne

- du 28 au 30 juin : l'OMPIC a permis aux innovateurs ayant participé à l'émission « Challenger's Innovation » de présenter leurs réalisations lors du « Salon de l'Inventeur Innovateur »

- du 26 au 29 juillet : l'OMPIC a pris part au salon « Maroc Expo 2007 » organisé à Saidia à l'attention des Marocains Résidant à l'Etranger

et qui voudraient investir dans leur pays d'origine

- du 1^{er} au 03 novembre : l'OMPIC a participé à la 6^{ème} édition du salon Moubadara qui a eu lieu à Fès

- du 08 au 10 novembre : l'OMPIC a présenté ses services lors du Salon « Entreprendre et investir » tenu sous le thème : Le défi de la pérennité des entreprises. Un espace inventeur a été aménagé dans le stand de l'OMPIC où les inventeurs et entrepreneurs ont pu exposer leurs nouvelles réalisations

- le 22 novembre : l'OMPIC a participé au 5^{ème} congrès des Experts-Comptables qui a eu lieu à Marrakech

5- Organisation et ressources

5.1 Organisation

- Finalisation du nouveau statut du personnel de l'OMPIC et du nouvel organigramme en collaboration avec la DEPP (Ministère des Finances)

- Mise en place d'un front office assuré par des agents polyvalents chargés de l'accueil

- Généralisation de l'utilisation du système d'information dans la gestion des recettes (saisie, état des produits ...)

- Dans le cadre du projet de construction d'un centre d'accueil « front office » et du réaménagement du siège de l'OMPIC, les plans et les études techniques ont été finalisées.

- Préparation d'un projet de règlement des marchés publics de l'OMPIC

5.2 Ressources humaines

- Préparation d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) : plusieurs indicateurs ont été identifiés, permettant le suivi régulier et l'analyse des performances et la productivité de l'office. (suivi des réalisations, durée de traitement des CN...)

- Mise en place d'un système de Management par objectif permettant de mesurer les objectifs qualitatifs et quantitatifs de la performance collective et individuelle du personnel

5.3 Gestion des ressources financières

- Elaboration et mise en place des procédures de gestion du patrimoine, mise en place d'une gestion préventive d'entretien et de maintenance du patrimoine de l'OMPIC et suivi des stocks.

- Apurement de la situation fiscale de l'OMPIC.

رفيقكم في النجاح
Partenaire de votre réussite

Route de nouasser, R.S 114, Km 9,500 Sidi Mâarouf
B.P 8072, Casa-oasis - Casablanca
Tél : 022 33 54 86 / 022 33 51 67
Fax : 022 33 54 80 / 022 33 53 39
Site : www.ompic.ma

www.ompic.ma